

ME Ministère d'Etat

From: norry@cell.lu
Sent: mardi 6 novembre 2018 11:31
To: Demokratesch Partei; info@lsap.lu; greng@greng.lu
Subject: Accord de coalition 2018-23 - GT Développement durable: propositions de Transition Luxembourg
Attachments: PastedGraphic-5.tiff; transition_minett_v-1 (verschoben) 3.tiff; Demandes Transition Luxembourg coalition 2018-23 DEF.docx

Aux membres du groupe de travail «Développement durable, Climat, Protection des ressources, Consommateurs, Agriculture»,

au nom de la plateforme citoyenne Transition Luxembourg, je me permets de vous faire parvenir quelques propositions concernant la Transition dans les secteurs énergie, alimentation, participation citoyenne, mobilité et économie.

Nous restons à votre disposition pour toute question ou précision.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre parfaite considération,

Norry Schneider

Coordination
Mob: +352 - 621 652 762

Luxembourg Transition Platform
Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL)
Email: norry@cell.lu / info: www.cell.lu

Transition Minett:
alimentation, jardinage, énergie, citoyenneté
contact@transition-minett.lu / www.transition-minett.lu

« Créer le monde que nous voulons est un mode d'action bien plus subtil, mais plus puissant que détruire celui dont nous ne voulons plus. » [Marianne Williamson]



Proposition de Transition Luxembourg en vue de l'accord de coalition 2018-2023

En vue de rester en dessous d'une limite de 1,5°C du réchauffement climatique mondial prônée par le GIEC, le réseau de la Transition à Luxembourg souhaite que le Gouvernement s'engage à soutenir toutes les initiatives qui ont pour objectif d'**amplifier la Transition à tous les niveaux** (énergie, alimentation, mobilité, économique, social...), au profit des communes, des régions, des citoyens et du processus visé par le Pacte climat. Cette Transition ne pourra réussir que si une approche systémique et holistique est adoptée qui promeut une consommation raisonnée et un nouveau modèle économique plus équitable, et soutient des modes de vie basés sur la sobriété heureuse (et le « moins consommer »), la post croissance et la solidarité.

Transition énergétique: Le Gouvernement mettra un terme à l'exploitation des énergies fossiles. En vue de la transition énergétique, le Gouvernement amplifiera son **soutien aux structures communautaires** (coopératives énergétiques ou copropriétés énergétiques) initiées par les citoyens/nnes. Le Gouvernement mettra tout en œuvre pour favoriser la **production d'énergie verte décentralisée**, et la mise en vigueur rapide d'un cadre réglementaire adapté à l'autoconsommation respectivement au partage entre citoyens/nnes de l'énergie produite à base de ressources renouvelables.

Transition alimentaire: Le Gouvernement soutiendra les initiatives favorisant la **production alimentaire locale et régionale** (favoriser l'installation de **maraîchers biologiques**, création d'un centre agroécologique avec ferme, sauvegarde de variétés anciennes...), mais aussi les **systèmes de distribution alimentaire qui construisent un autre modèle de consommation** (coopératives d'achat, épicerie coopérative et participative tel que le projet AlterCoop, développement de circuits courts...) et qui participent à la lutte contre le gaspillage des aliments et des emballages, ainsi qu'à la réappropriation de savoir-faire (conserverie...). Le gouvernement s'engage aussi à soutenir les **pratiques agroécologiques qui séquestrent l'excès de carbone** de l'atmosphère.¹

Conseil alimentaire: Le Gouvernement instaurera un **Conseil de politique alimentaire** (ici « Conseil alimentaire », basé sur le modèle des Food Policy Councils, qui existent p.ex. dans tous les pays germanophones sauf le Luxembourg). Son objectif principal sera de **développer une stratégie 2050 pour le système alimentaire du pays** tout en y intégrant un **plan d'action concret et adapté pour faire face aux défis actuels à l'échelle territoriale**. Le Conseil alimentaire permettra d'identifier et de proposer des solutions innovantes et transdisciplinaires en vue d'améliorer le système alimentaire à l'échelle territoriale du Grand-Duché, tout en s'assurant qu'il soit plus durable du point de vue environnemental et plus juste du point de vue social, **dans l'esprit de suivi des engagements des ODD** (Objectifs pour un développement durable). Le Conseil alimentaire intégrera des **représentants des différents secteurs** tout au long de la chaîne du système alimentaire: formation, administration, production, transformation, distribution, consommation et recyclage des déchets. Le Conseil alimentaire suivra un **nouveau modèle de gouvernance intégrée**, rassemblant à la fois tous les domaines de la politique alimentaire du pays (agriculture, environnement, santé, économie, travail, éducation, politiques européennes etc.) et fera office d'une **plateforme multi-acteurs** (secteur public,

¹ L'institut Rhodale a trouvé que si les pratiques agricoles étaient changées en pratiques régénératives et agroécologiques, 100% des émissions mondiales de CO2 pourraient être séquestrés dans les sols.

représentants des producteurs, secteur privé, recherche, acteurs sociaux de la société civile).

Transition économique: Le Gouvernement soutiendra toute initiative socio-économique visant à **relocaliser l'économie**, dans des circuits courts, respectant l'environnement et l'équité sociale, et particulièrement les **projets collectifs d'économie circulaire et d'économie collaborative (REconomy)**.

Transition citoyenne: Afin de mobiliser plus fortement la société civile et les citoyens en matière de changement climatique, le Gouvernement investira dans la construction d'une société plus juste, où chacun a sa place pour contribuer au développement de solutions pour demain. Dans ce cadre le Gouvernement investira dans la propagation de nouveaux modèles d'action collective, de **gouvernance participative**, et d'échange de connaissances et de pratiques aux niveaux national et international. Il soutiendra en particulier les initiatives qui engagent la population à travers les **approches émergentes de co-création** qui vont nettement plus loin que les formules de simple « consultation citoyenne » répandues dans les communes du pays. Le Gouvernement continuera à soutenir le Mouvement de la Transition et soutiendra par exemple la création d'une **Maison de la Transition à Luxembourg Ville**, le soutien à la création du premier éco-village du pays ou de communautés de « tiny houses » et toute construction autonome et durable.

Réduction des déchets: Le Gouvernement se dotera d'un plan de mise en place des systèmes de consigne pour les bouteilles en plastique à usage unique et agira sur la fin de vie des équipements électriques et électroniques en prolongeant leur durée d'utilisation. Il soutiendra des **initiatives de sensibilisation des citoyens** à l'allongement de la durée d'usage des équipements, p.ex. à travers des ateliers DIY et Repair Café.

Mobilité: Étant donné le point névralgique que constitue la mobilité au Luxembourg, le Gouvernement mettra en œuvre une politique favorable à l'**utilisation des transports en commun** et surtout incitative à leur utilisation. Cela implique le fonctionnement irréprochable des trains et bus (horaires respectés, multiplication des trains, révision de la fréquence, voies réservées pour les bus...). Le Gouvernement portera aussi une **attention particulière aux cyclistes** et multipliera les pistes cyclables qui ne mettent pas en danger la vie des cyclistes (pistes prises en étau entre une aire de stationnement et un trottoir ou une voie de bus...) et qui ne portent pas non plus atteinte aux piétons (pistes distinctes des trottoirs).